

LE RETOUR DES FRONTIÈRES

Par Marc MAESSCHALCK

Le monde animal ne connaît pas de frontière. Beaucoup d'espèces marquent leur territoire pour l'habiter, se nourrir, se reproduire. Ces territoires se croisent ou se superposent pour constituer des écosystèmes avec leurs chaînes alimentaires. Les humains ont, au contraire, une véritable prédilection pour les frontières : usant d'elles, ils détachent des portions de territoire pour y enfermer des biens et des personnes, les différenciant ainsi des autres biens et personnes du voisinage. Est-ce une manie de sédentaires/cultivateurs se protégeant d'éleveurs/nomades insoucians des partages de territoire ?



Cette manie des frontières a fini par prendre le pas sur toutes les activités, depuis les partages coloniaux réalisés dans le sang et la violence jusqu'aux découpages des océans et du sous-sol des pôles. Cette manie nous a même conduits un jour à planter un drapeau sur la lune ! On s'est rendu compte que la manie des frontières conduit au protectionnisme et au rejet de tous ceux qui ont besoin d'un refuge pour diverses raisons. Une vague « anti-frontières » s'est emparée des sociétés libérales. Le monde n'était-il pas d'abord un vaste marché ? Le néolibéralisme soutient une économie sans frontières, des lois commerciales susceptibles de s'imposer hors frontières pour protéger les investissements, des entreprises transnationales à la mesure du marché global. Ce mouvement a fait tomber le mur de l'économie planifiée en 1989. Il a donné le coup de fouet nécessaire à la révolution numérique, à la toile sans frontières du e-commerce et de la connaissance. On « twitte », on « instagramme » ou on « like » sans frontières...

Pourtant, la manie des frontières nous a rattrapés une nouvelle fois. Les nomades du djihadisme ne sont pas à l'origine de cette réaction. L'économie carbone en fin de cycle a été acculée à revoir son modèle économique. Si l'on veut continuer à consommer du pétrole, il faut prospecter les grands fonds, utiliser les sous-sols devenus accessibles suite à la déglaciation, fracturer quand l'opportunité se présente. On a donc étendu les frontières des eaux territoriales, dépecé le sanctuaire arctique et déclassé des zones protégées. La mer de Chine est devenue le théâtre de conflits de frontières incessant pour l'exploitation des ressources et la pression des réfugiés climatiques a engendré, par exemple, la construction du mur entre l'Inde et son voisin le Bangladesh. L'Europe cherche son mur avec l'Afrique après avoir détruit ses marges moyennes-orientales et nord-africaines. Les États-Unis construisent leur mur avec le Mexique.

La manie de l'enfermement nous reprend. Elle fait fi en même temps de multiples autres frontières qui séparent les êtres humains sur les territoires que veulent s'arroger les intérêts économiques : frontières de couleur, de sexe, de culture. Des philosophes comme Deleuze et Guattari nous avaient pourtant avertis : les sociétés en crise ont tendance à se fixer sur de grandes frontières visibles et symboliques alors que ce qui met en danger la cohésion des sociétés, ce sont toutes les micro-fractures du quotidien, comme l'homophobie, le sexisme, les discriminations en tous genres, la peur de l'inconnu, des différences, la chasse aux boucs-émissaires immigrés sans papiers, jeunes sans emploi, aînés sans revenu décent... À l'intérieur d'une frontière excessivement dressée, des injustices se multiplient, frappées d'invisibilité.

La manie des frontières qui parcourt nos histoires est liée à la volonté constante de restreindre l'application de la justice, tant à l'égard du dehors qu'à l'égard du dedans. Cette équation doit être gardée constamment à l'esprit quand il s'agit de frontière. La frontière ne se contente pas d'exclure, d'extérioriser, elle a aussi comme propriété d'invisibiliser, de rendre égal ce qui est intériorisé, d'effacer les différences, voire de les annuler par convention. Dans un discours de 1936 radiodiffusé, Mussolini disait « Un peuple viril réalise dans ses frontières sa propre sécurité et refuse de confier son avenir aux mains suspectes des étrangers »... Le fascisme exalte le sens des frontières contre toute idée cosmopolite d'une société des nations et d'une solidarité nécessaire entre les peuples. On sait déjà la tournure que prit cette manie des frontières l'année suivante sous la dictature de Trujillo (1937). De son côté, Duvalier jouera aussi la carte des frontières, d'abord pour des raisons géopolitiques, mais aussi pour isoler la population des influences dites « étrangères ». Trujillo n'hésitera pas à déclarer en 1959 sa volonté d'apporter son soutien à Duvalier pour « prévenir l'invasion du territoire haïtien par des éléments liés au gouvernement de facto cubain ».

Ces logiques dictatoriales montrent le rôle joué par les frontières dans les entreprises de répression. Loin de participer à la construction d'une identité collective, elles servent à contrôler celle-ci et à l'enfermer dans une fausse unité politique. Dans une histoire collective, l'identité n'est jamais qu'un processus indéfini de co-construction qui combine sans cesse de multiples différences par-delà les limites fixées par les traditions et les cultures. La Caraïbe en sait quelque chose qui est devenue malgré elle un phénoménal mixage de continents et de cultures. La frontière utilisée comme modèle de réalisation identitaire comme chez Mussolini, Le Pen, ou d'autres aujourd'hui, vient au contraire bloquer les processus de co-construction de collectifs qui reposent fondamentalement sur leur non-identité intrinsèque. Édouard Glissant exprime cela à merveille quand il s'émue du rapport au Territoire comme lieu de vérité. « Les errances d'aujourd'hui ne visent plus à fonder un territoire », écrit-il. « La fixité du territoire est terrifiante ». Elle ne donne plus « la compréhension ni la mesure de ce qui se passe réellement dans les contacts et les conflits de culture » (*Introduction à une poétique du Divers*, pp. 87-88). L'Afrique est un continent en migration, comme certaines parties de l'Asie ou d'Amérique latine. Ces identités erratiques nous renvoient à l'illusion d'un espace clos où pourrait se fixer une identité mortifère, exclusive et déniait ses propres différences. Le seul principe d'une politique inter-identitaire devrait résider dans ses normes d'accueil et de transformation. Glissant est sans appel à ce sujet : « Il est tant d'identités des peuples et d'un même peuple, quand celui-ci est déporté en lui-même, que ce serait rage et folie d'en relater les normes » (*Traité du Tout-Monde*, p. 238).

AIDE MÉMOIRE

LE SUCRE ET LES INDIENS

Dans la vieille ville de Santo Domingo l'hôtel Ovando est un des plus luxueux établissements de l'île. Il occupe le palais, restauré, que Nicolas de Ovando, gouverneur de Santo Domingo, s'était fait construire sur la rive occidentale du rio Ozama, dominant le fleuve. L'hôtel est somptueux, mais le palais est hanté. Du moins certains l'affirment, qui assurent avoir rencontré le fantôme de l'ancien gouverneur, revêtu de son armure, errant par les couloirs de sa demeure. En expiation de ses péchés. Car il en a lourd sur la conscience, Nicolas, même si c'est lui qui a pratiquement donné à l'Espagne l'île d'Hispaniola. Pour cela, il a dû cumuler trahisures, assassinats, massacres...

Certes, ce n'est pas lui qui ouvrit la longue liste des massacres des premiers occupants de l'île, mais il en commit quelques-uns de particulièrement odieux. En particulier celui de la reine Anacaona et de toute sa cour. Anacaona (« Fleur d'Or ») veuve du cacique Caonabo, un des premiers résistants aux Espagnols, avait pris la tête d'un des caciquats de l'île mais, de nature pacifique et voulant éviter

à ses sujets de nouvelles hécatombes, elle avait décidé de traiter les envahisseurs comme des amis. Aussi offrit-elle un fastueux dîner d'accueil à Nicola de Ovando et à son escorte venus la visiter. Croyant que le gouverneur de Santo Domingo voulait lui rendre la pareille, elle se rendit, à quelque temps de là avec sa suite et d'autres caciques, à la capitale espagnole. Un festin était préparé pour eux, auquel presque rien ne manquait, mais lorsque les vins d'Espagne commencèrent à produire leur effet sur la reine et ses courtisans, la soldatesque espagnole se précipita, ligota les invités puis mit le feu à la salle des festivités. Personne ne réchappa de l'incendie... sauf la reine Anacaona, à qui le gouverneur réservait une autre sort : la corde et la pendaison en place publique, après quelques jours d'emprisonnement à la citadelle. [...].

Si Nicolas de Ovando revient errer dans son palais, combien d'autres fantômes doivent-ils rôder nuitamment sur les lieux de leurs anciens crimes ! Des crimes qui, tous ensemble, ravagèrent et dépeuplèrent l'Amérique et, d'abord l'île d'Hispaniola.

Christian Rudel, 1989, *La République dominicaine*, Paris, Editions Karthala, p. 12.